

Le président de l'UDF, qui tient aujourd'hui une conférence de presse, ne semble pas vouloir donner de consigne de vote. Même s'il est courtisé comme jamais, sa position est loin d'être confortable tant le jeu est compliqué et les intérêts difficiles à concilier.

François Bayrou : le grand dilemme

François Bayrou n'est plus dans la course, mais on ne parle que de lui ; il est sollicité de toutes parts, mais on ne l'entend pas. Le leader centriste, qui n'a pas répondu à la demande de dialogue de Ségolène Royal, sort cet après-midi de son silence pour annoncer – sauf un improbable changement de dernière heure – qu'il ne donne pas de consigne de vote. Et pour tenter, malgré tout, de rester dans le jeu dans les prochaines semaines. Sur le papier, ses 6,8 millions d'électeurs (18,57 % des voix) font du président de l'UDF le faiseur de roi du deuxième tour. En réalité, il est dans une situation à haut risque. « *Il a un boulevard devant lui mais quelques difficultés de circonscriptions* », concède un de ses fidèles, maniant l'art de la litote. Déjà, ces « *difficultés* » font tanguer l'UDF. Hier, François Bayrou a rassemblé durant plus de quatre heures les parlementaires centristes à son QG de campagne. La durée de la réunion en témoigne : le jeu est compliqué et les intérêts difficiles à concilier.

● **L'intérêt du leader centriste.** Homme de centre droit, François Bayrou a largement « *gauchi* » son discours pendant la campagne, afin



François Bayrou.

de mordre sur l'électorat de Ségolène Royal. Pour conserver ces nouveaux électeurs (selon Ipsos, 28 % de ceux qui se disent « *plutôt à gauche* » ont voté pour lui), il est contraint de maintenir son positionnement, construit à grand coups de boutoir contre Nicolas Sarkozy. Le problème, c'est que son intérêt objectif est au contraire que Ségolène Royal perde le plus largement possible (il pense d'ailleurs qu'elle ne peut plus gagner) et que le PS (dont ce serait la troisième défaite consé-

cutive à la présidentielle) sorte laminé du scrutin. Car alors tous les rêves seraient permis, et notamment celui d'une « *décongélation* » ou d'une « *explosion* » du PS, dont l'aile sociale-démocrate se rapprocherait de l'UDF. « *La gauche est le seul camp qui reste à prendre* », résume l'eurodéputé UDF Jean-Louis Boulrangès.

François Bayrou parviendra-t-il à mettre sur pied le « *grand parti démocrate* » qu'il appelle de ses vœux suffisamment vite pour réunir son

électorat composite ? Et même s'il y parvient, cela suffira-t-il ? Plusieurs hauts responsables du parti centriste rappellent « *l'éphémère percée de Jean Lecanuet* », qui avait obtenu 15,86 % des voix à la présidentielle de décembre 1965. « *Trois mois plus tard, s'inquiète l'un d'eux, le soufflé était retombé.* »

● **Les hésitations des élus.** De leur propre aveu, les parlementaires centristes, à commencer par les députés sortants, sont soumis à de fortes pressions. Celle des électeurs d'abord, dans la mesure où beaucoup ont été élus en 2002 dans des circonscriptions de droite ; celle de l'UMP ensuite, qui menace de leur opposer des candidats s'ils ne rallient pas Nicolas Sarkozy dans l'entre-deux-tours. Les plus virulents ont même le sentiment de faire les frais de la stratégie personnelle de François Bayrou et réclament « *un accord minimum avec l'UMP* ». « *Entre l'UMP et le PS tel qu'il est, je choisis Sarkozy* », prévient Jean-Dionis du Séjour, député du Lot-et-Garonne. Sur la même longueur d'onde (il soutient le candidat UMP au second tour), Pierre Albertini, député-maire de Rouen et artisan du programme de l'UDF,

plaide pour que les candidats « *puissent mener la campagne comme ils l'entendent* ». D'autres estiment, comme Michel Mercier, le chef de file des sénateurs centristes, qu'il faut faire campagne sur le positionnement ni droite-ni gauche de François Bayrou, persuadé que l'UDF peut imposer bon nombre de triangulaires aux législatives de juin. Le candidat de l'UDF a en effet dépassé dimanche les 12,5 % des inscrits (seuil qui permet de se maintenir au second tour des législatives) dans plus de 400 circonscriptions sur 577. « *Nous avons toujours eu des adversaires face à nous, nous sommes vertébrés* », insiste Maurice Leroy, député du Loir-et-Cher. Philippe Folliot, député du Tarn, veut lui se convaincre que « *quand on a résisté à un gros orage comme la création de l'UMP, ce n'est pas un petit grain avec des vents porteurs qui va nous effrayer* ». La liberté de vote que François Bayrou a promis de leur laisser suffira-t-elle à préserver l'unité du parti ? Une chose est sûre : le leader de l'UDF ne peut se dispenser d'un groupe à l'Assemblée (au moins 20 députés). « *Pour survivre dans le désert, dit joliment un parlementaire, il faut être accompagné.* »

PIERRE-ALAIN FURBURY

Ces UDF qui soutiennent Sarkozy

Gilles de Robien, le ministre centriste du gouvernement, mène depuis plusieurs années la fronde contre la stratégie d'indépendance de l'UDF vis-à-vis de l'UMP. Il a apporté son soutien à Nicolas Sarkozy au premier tour, tout comme ses proches, le sénateur de Paris Yves Pozzo di Borgo et les députés de la Somme Olivier Jardet et Daniel Dubois. Les députés Pierre-Christophe Baguet, André Santini (tous deux des Hauts-de-Seine), Christian Blanc (apparenté UDF, des Yvelines) et la sénatrice Gisèle Gautier (Loire-Atlantique) ont fait de même au fil des mois. Les députés Francis Hillmayer (Haut-Rhin), Michel Hunault (Loire-Atlantique) ont, eux, attendu le second tour pour s'afficher, lundi, avec Nicolas Sarkozy. Pierre Albertini, député de Seine-Maritime, a pris la parole, hier soir, au meeting de Nicolas Sarkozy à Rouen, annonçant son soutien au candidat UMP sans abandonner l'UDF. Il est tout de même l'un des auteurs du projet de François Bayrou.